

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

Les Restos du cœur déménagent leur entrepôt près de Rouen et recherchent des bénévoles

Installés depuis près de cinq ans à Mesnil-Raoul, les Restos du cœur viennent d'acquérir un entrepôt 7, rue des Pâtis au Petit-Quevilly. L'association en profite pour lancer un appel à bénévoles.



Jean-Marie Marchand lance un appel à bénévoles

Par Cécile Frangne

Publié: 19 Mars 2025 à 11h29

Dans l'entrepôt de 2800 m², des centaines de cartons – d'où dépassent parfois des paquets de couches pour bébé et des denrées alimentaires – sont empilés, en instance de tri, à côté de pyramides de packs de lait. À quelques mètres de là, des ouvriers jouent de la perceuse pour souder les étagères les unes aux autres. Si les rayons de cet immense supermarché solidaire sont encore en chantier, le grand déménagement touche bientôt à sa fin pour les bénévoles des Restos du cœur.

Un stockage « plus proche de Rouen »

Installée depuis près de cinq ans à Mesnil-Raoul, l'association de collecte alimentaire vient d'acquérir un entrepôt 7, rue des Pâtis au [Petit-Quevilly](#). « On est encore entre les deux entrepôts, admet Jean-Marie Marchand, président de l'association départementale de Seine-Maritime. Mais on devrait être complètement installés d'ici 15 jours ».

Si le hangar que laisse les Restos du cœur à Mesnil-Raoul était un peu plus grand que leur nouveau lieu quevillais, « il devenait trop vétuste ». « Ici, nous avons une chambre frigorifique plus grande, et des bureaux pour l'administratif », pointe Jean-Marie Marchand. Surtout, ce nouvel entrepôt « est plus près de Rouen et accessible en transports en commun ». Mutualisé avec l'antenne des Restos dans l'Eure, il dessert en denrées alimentaires et produits d'hygiène les 40 centres de l'association dans les deux départements.

Recherche bénévoles

L'association en profite pour lancer un appel à bénévoles afin de « renforcer l'équipe existante », composée d'une trentaine de personnes. « À Mesnil-Raoul, nous avons des

problèmes de recrutement parce que la route pouvait en décourager certains, explique-t-il. Maintenant que le lieu est plus accessible, nous cherchons des bénévoles pour le rangement et le nettoyage, afin que le travail soit mieux réparti entre les différents volontaires ». Le responsable vise une équipe d'une quarantaine de personnes pour aider à la gestion de la plateforme de stockage.

À lire aussi [Près de Rouen, un nouveau poste de police ouvre ses portes en centre-ville](#)
Pour déposer votre candidature, vous pouvez vous rendre sur le site internet de l'association départementale des Restos du cœur 76 (Rouen) : <https://ad76a.restosducoeur.org/centres-departementaux/>

Paris-Normandie

AGENDA

Publié le 20/03/25

Le Petit-Quevilly

Atelier débat

« La méthode Schumacher » par les kamikazes du cortex. C'est parti, c'est brainstorming. Deux sympathiques animatrices irresponsables mais de bonne foi, Gwen et Isa, invitent le public à un grand débat libre et participatif afin de « tout mettre sur la table ». Une bouffonnerie décapante à partager tous ensemble. À 18 h médiathèque François-Truffaut. Gratuit sur réservation : bibliotheque.petit-quevilly.fr, 02 35 72 58 00

L'ACTUALITÉ EN FLASH



IMMOBILIER

Dix mesures pour lutter contre les DPE frauduleux

Dix mesures pour « *crédibiliser* » le diagnostic de performance énergétique (DPE) pour les logements, obligatoire en cas de vente ou de

location mais au cœur de fraudes, ont été présentées mercredi par la ministre Valérie Létard. Le DPE donne une note de A (la meilleure) à G (la plus médiocre) en fonction de nombreux paramètres, comme l'isolation des murs et du toit, le système de chauffage. Cette note, obligatoire pour toute transaction et bail de location, est de plus en plus déterminante pour fixer la valeur d'un bien immobilier à vendre. Elle est prise en compte dans l'octroi d'aides à la rénovation énergétique et si elle est trop basse, empêche la location du logement. Chaque année, 4 millions de DPE sont réalisés, parmi lesquels le conseil d'analyse économique a identifié 1,7 % de diagnostics frauduleux, soit 70 000, selon la ministre. « *C'est 70 000 de trop, on doit tendre vers zéro* », a-t-elle affirmé.

Le Monde

Le logement social craque, percuté par la crise : « La situation va encore s'aggraver »

L'accès beaucoup plus difficile des ménages à l'emprunt a empêché de très nombreux locataires de devenir propriétaires et donc de libérer leur logement, créant une véritable embolie sur le marché locatif privé et un report des ménages vers le parc social.

Par [Véronique Chocron](#)

Publié le 18 mars 2025 à 14h00, modifié le 18 mars 2025 à 16h49

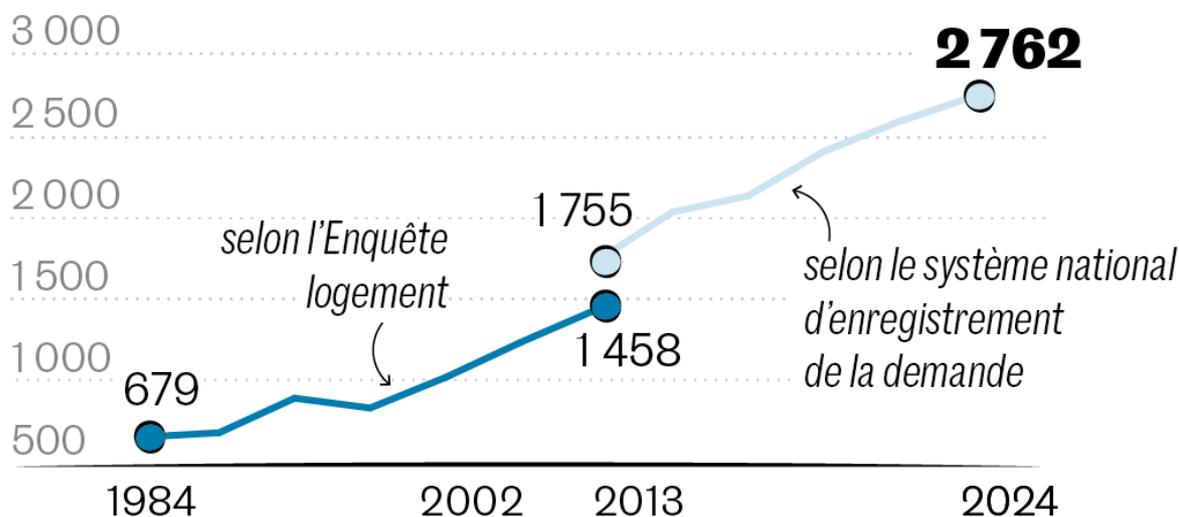
Le constat est sans appel. « *Les attributions de logements sociaux s'écroulent, le système craque, et, à Paris, la situation se dégrade au point qu'en 2024 nous avons 290 000 demandeurs, mais seuls 9 000 logements HLM ont pu être attribués* », reconnaît Jacques Baudrier, l'adjoint à la mairie de Paris chargé du logement. Parmi ces demandeurs, 11 000 femmes victimes de violences. « *Parfois, en commission d'attribution des logements sociaux, il y a cinq cas terribles, et il faut choisir celui qui est le plus désespéré. Et c'est insupportable* », poursuit l' élu, en soulignant que le budget logement de la Ville a pourtant doublé en cinq ans.

Habitué à gérer la file d'attente des ménages ayant demandé un logement social, le monde HLM se trouve pourtant désemparé par l'ampleur de la tâche. « *Gérer la pénurie, c'est insensé quand elle est paroxysmique comme aujourd'hui*, confie Christine Laconde, directrice générale de la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP), deuxième bailleur social parisien, avec plus de 60 000 logements sociaux. *Quelle est notre participation à la résolution de la crise du logement ? C'est tout petit. Malgré toute la bonne volonté, collectivement, nous ne sommes pas à la hauteur.* »

L'observation des courbes, divergentes, des demandes et des attributions de logement social révèle la profondeur de la crise. Fin décembre 2024, 2,8 millions de ménages avaient déposé une demande, contre 1,7 million fin 2013, soit une hausse de 60 % (un tiers de ces demandes émane de ménages déjà locataires du parc social et candidats à une mobilité). Le nombre de ménages ayant emménagé dans un HLM a, dans le même temps, chuté drastiquement : les attributions de logement sont passées d'un pic de 500 000 en 2015 à 380 000 en 2024.

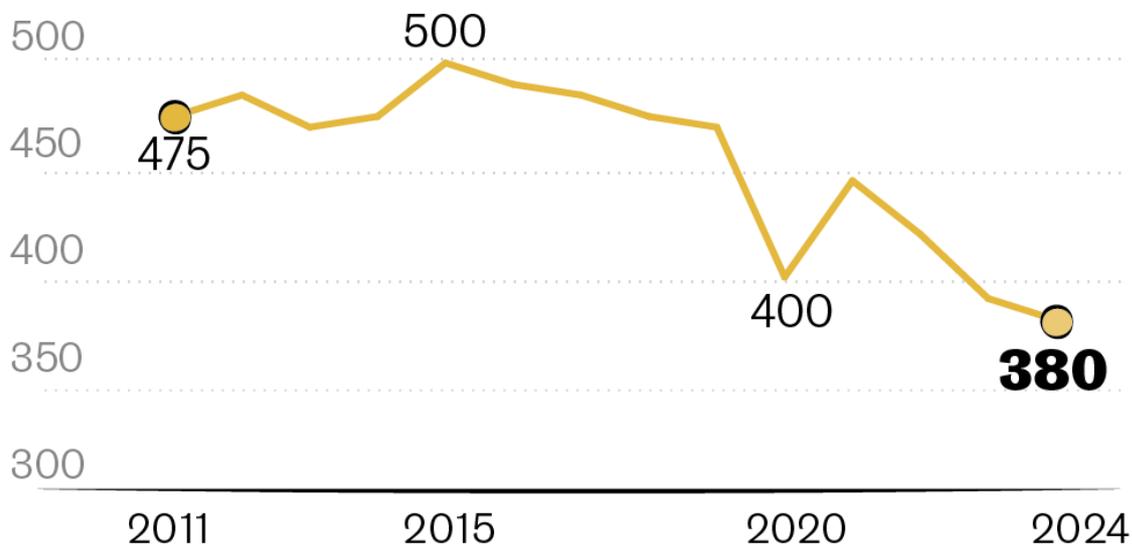
Evolution de la demande de logement social

Nombre de demandes de 1984 à 2024, en milliers



Nombre annuel d'attributions dans le parc HLM

Ménages qui ont emménagé dans un logement HLM, en milliers



Infographie : *Le Monde*

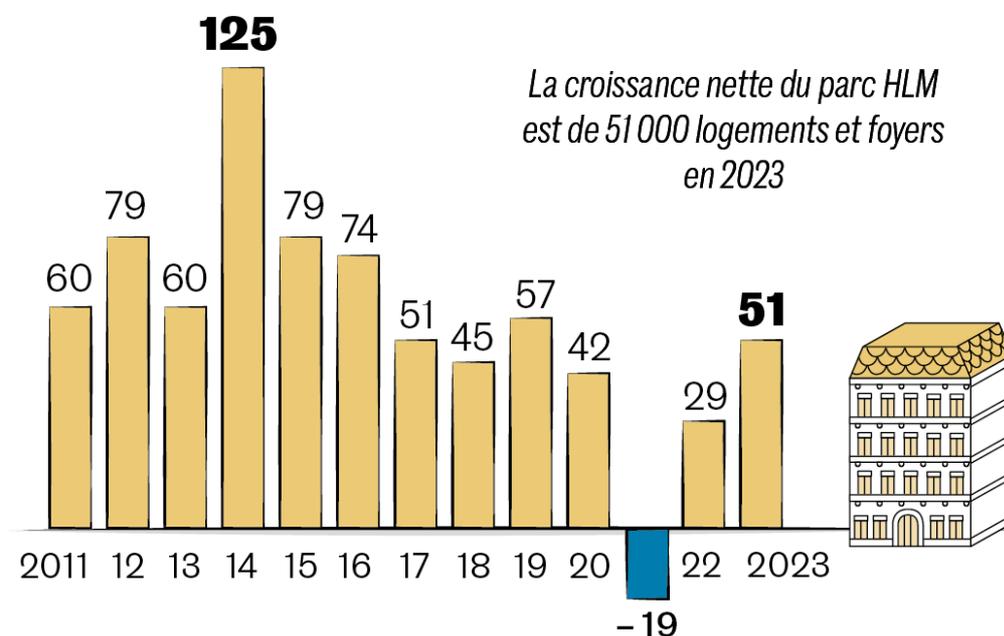
Source : L'Union sociale pour l'habitat

Quant à la production de nouveaux logements, qui devrait donner de l'oxygène au secteur, elle a fortement décliné à partir de 2017. « Sur la période 2017-2023, en moyenne, environ 57 000 logements sociaux ont été construits par an, mais il faut retrancher quelque 10 000 logements démolis et autant de HLM vendus à des particuliers, soit en réalité un accroissement net du parc social de seulement 37 000 logements par an [contre près de 80 000 en 2015]. Ce n'est vraiment pas grand-chose et la situation va encore s'aggraver. Je vois bien sur le terrain qu'il y a très peu de chantiers », se désole Vincent Péronnaud, directeur général de l'Office public d'aménagement et de construction de l'Oise.

« Nombre exponentiel de demandes »

Le logement social se voit ainsi rattrapé par l'effet domino qui frappe durement le secteur de l'immobilier et du logement depuis la hausse brutale des taux d'intérêt, survenue à partir de 2022. L'accès beaucoup plus difficile des ménages à l'emprunt a empêché de très nombreux locataires de devenir propriétaires et ne leur a pas permis de libérer leur logement, créant une véritable embolie sur le marché locatif privé et un report des ménages vers le parc social.

La croissance annuelle nette du parc HLM en milliers de logements et foyers



Infographie : *Le Monde*

Source : L'Union sociale pour l'habitat

« Je suis affolée par le nombre exponentiel de demandes de HLM, reconnaît Emmanuelle Cosse, la présidente de l'Union sociale pour l'habitat, la fédération des bailleurs sociaux. //

n'y a plus rien à louer, et pas qu'à Paris : le parc privé ne sait plus répondre à la demande des classes moyennes. Les gens ont compris que nous étions un recours. » Vincent Péronnaud rapporte que, en 2015, dans l'Oise, seuls 50 fonctionnaires étaient demandeurs d'un logement social. « Dix ans plus tard, ils sont 25 fois plus nombreux, ajoute-t-il, des infirmières, des professeurs, etc., qui n'arrivent plus à se loger dans le privé et qui se tournent vers le logement social. »

La vie en HLM n'est plus une étape dans un parcours résidentiel. Ceux qui ont décroché un logement social y restent, du moins tant qu'ils n'ont pas la capacité d'acheter ou de louer dans le parc privé. Aussi le taux de rotation, l'indicateur des logements libérés, est-il aujourd'hui au plus bas. « *Le taux de rotation de notre parc dans l'Hexagone a reculé de 2 points en deux ans, pour atteindre environ 6,5 %, note Anne-Sophie Grave, présidente du directoire de CDC Habitat. Il est tombé si bas que j'ai cru à une erreur, je pensais qu'il s'agissait uniquement de l'Ile-de-France, mais non, il intègre aussi la province. »*

Ce besoin de logement social ne s'est pourtant pas traduit par une hausse suffisante de la construction. Au contraire. « *Depuis 2017, notre environnement économique s'est dégradé, justifie Laurent Goyard, directeur général de la Fédération des offices publics de l'habitat. En 2024, plus de la moitié de nos membres étaient en déficit d'exploitation. Ce qui signifie que les recettes – les loyers – ne couvrent pas les dépenses. Nous nous en sortons notamment en vendant des HLM. »*

Les bailleurs sociaux subissent depuis 2018 une ponction sur leurs recettes, par l'intermédiaire du mécanisme de réduction du loyer de solidarité, qui soustrait chaque année environ 1,3 milliard d'euros de leurs ressources. « *S'y ajoute la hausse du taux de TVA, qui coûte 500 à 600 millions d'euros par an à la profession depuis 2018. Les coûts des matériaux de construction ont en outre flambé de 30 % depuis 2019, précise Laurent Goyard. Auparavant, les organismes HLM étaient globalement en bonne santé financière, ce qui leur permettait d'investir. Aujourd'hui, ils sont tous, sauf exception, dans une situation tendue. Et quand un organisme est en difficulté, il lève le pied sur la construction. »* D'autant que les bailleurs ont dans le même temps l'obligation de mener la rénovation thermique de leurs logements.

« Il faudrait se rebeller »

L'entreprise sociale pour l'habitat (ESH), autre grande famille du monde HLM, et la plus dynamique en matière de construction, met aussi en avant la hausse du taux du Livret A – qui finance le logement social – passé de 0,5 % en 2021 à 3 % en 2023, avant de revenir à 2,4 % depuis le 1^{er} février. « *Cela a représenté un surcoût de plus d'environ 3 milliards d'euros pour nos établissements »*, estime Didier Poussou, directeur général de la fédération des ESH, en ajoutant que « *70 % des bailleurs auront en 2025 un résultat d'exploitation négatif* ».

Face à l'urgence, la ministre chargée du logement, Valérie Létard, a œuvré pour abaisser la ponction de réduction du loyer de solidarité de 1,3 à 1,1 milliard d'euros dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025. Le 7 février, elle a également signé une feuille de route pour l'année 2025 avec le Mouvement HLM, afin d'augmenter la production de logements sociaux de 15 %.

« On n’y arrivera pas, cela nécessiterait au moins 500 millions de fonds propres !, s’insurge Vincent Péronnaud. Et, dans le même temps, on voit la région Ile-de-France suspendre ses subventions en matière de logement. Il faudrait se rebeller, descendre dans la rue ! » « La crise actuelle doit être un facteur de mobilisation générale », dit aussi Christine Laconde. « Il faut le plein logement, comme on parle de plein-emploi, complète Emmanuelle Cosse. Il faut un pays qui ait envie de construire, que les élus se mobilisent, que des fonciers soient libérés, alors qu’aujourd’hui la dynamique est complètement enrayée. »

Aider le logement social ne fait pas consensus au sein du gouvernement. *« Je me pose la question de savoir si le logement social doit continuer à exister en France tel qu’il existe, quand on dépense des dizaines de milliards d’euros pour le logement social et qu’on a autant de difficulté »,* a déclaré le ministre de la justice, Gérard Darmanin, sur Sud Radio, le 13 mars, disant préférer *« que tout le monde soit propriétaire »*, grâce à des prêts à taux zéro pour les Français éligibles au logement social.